

quences politiques de cette importante détermination, ni ses rapports avec les grands événemens qui vont changer la face de l'Orient ; c'est du moins un noble réveil de la France, qui s'associe activement à l'affranchissement de la Grèce, et qui sort de l'espèce de létargie à laquelle le dernier ministère l'avait honteusement condamnée.

On savait que nous avions déjà fourni à la Grèce quelques moyens d'argent, et que l'exemple donné à cet égard par une foule d'hommes généreux avait été suivi par le gouvernement lui-même. Aujourd'hui celui-ci se dispose à y joindre des secours plus efficaces : c'est à l'aide de dix à douze mille hommes de troupes françaises que l'indépendance des Grecs sera accomplie.

Il paraît certain que cette expédition libératrice sera en mer avant la fin du mois prochain.

Est-ce avec les deux puissances co-signataires du traité du 6 juillet que cette expédition a été concertée ? Y ajouterons-elles aussi leur contingent de troupes de terre ? A laquelle des deux notre résolution sera-t-elle la plus agréable ? Le sera-t-elle également à toutes les deux ? Ce sont là de délicates questions dont nous n'essaierons pas de pénétrer en ce moment le secret, et sur lesquelles nous aimons mieux attendre les révélations d'un prochain avenir.

Parmi les généraux qui seront sous les ordres du général Maison, on cite le maréchal-de-camp Tiburce Sébastiani, frère de l'ancien général en chef du même nom, et comme lui membre de la chambre des députés.

Le général Durrieu est appelé à cette expédition, en qualité de chef d'état-major.

On dit qu'une brigade y est aussi réservée pour cet illustre Fabvier, qui aura eu l'honneur de prendre l'initiative sur toute l'Europe, en se vouant le premier de tous à la délivrance de la Grèce.

M. Volland sera, comme intendant militaire, chargé de l'administration de ce corps d'armée.

Une partie des troupes qui doivent s'embarquer sont déjà réunies dans le midi, aux environs de Toulon et de Marseille ; elles seront renforcées par trois mille hommes attendus, d'un jour à l'autre, de Cadix. Beaucoup de bâtimens de transport sont frétés depuis quelques mois ; le nombre nécessaire pour l'expédition sera promptement complété.

— On a lu dans la *Quotidienne* une lettre de Bastia, du 27 juin, qui annonçait entr'autres, d'après une lettre d'Italie, qu'une conspiration contre la royauté avait été découverte à Naples ; que des réfugiés napolitains, romains et toscans se trouvaient à Bastia ; qu'il est notoire aussi qu'ils se sont réunis à des ventes formées par des insulaires, et qu'ils en ont créé de nouvelles, etc. ; à cette lettre le journaliste ajoute la note suivante :

Déjà depuis plus d'un mois nous avons annoncé à nos lecteurs, d'après notre correspondant de Trieste, que la sollicitude des autorités locales dans le Milanais avait été vivement excitée par l'existence de sociétés secrètes qui ont des correspondances suivies avec les carbonaris de Naples et du Piémont, lesquels ont eux-mêmes des ramifications à l'étranger. On assurait même que de pareilles sociétés existaient dans quelques petites villes des états de l'église. Le fait a paru tellement grave à Vienne, qu'une invitation a été faite par le ministère autrichien, aux gouvernemens de l'Italie méridionale, de redoubler d'activité dans la surveillance de ces individus qui songent encore à fomentier des révolutions dans l'Italie. C'est à ces communications qu'il faut attribuer les arrestations qui ont eu lieu à Naples, et les mesures de rigueur qui ont été prises à Turin, à Milan, et dont le résultat ne tardera pas sans doute à être connu.

Du 26. — L'expédition de Morée est la nouvelle du jour. Un journal ministériel nous apprend ce matin que la Russie a réclamé notre concours pour l'évacuation de la Morée, et que l'Angleterre doit nous seconder avec sa marine ; c'est-à-dire que l'Angleterre regardera faire. C'est là le rôle auquel elle est condamnée par son ministère Wellington, sa dette accablante, son amortissement dévoré, son industrie souffrante et ses catholiques prêts à s'insurger. Une expédition faite d'accord avec la Russie ne peut offrir rien d'alarmant pour nos relations avec les autres puissances. Elle nous fera rentrer dans la sphère d'activité des affaires européennes, et du moins cette fois ce sera pour une noble cause. Il y a cinq ans que la France reprit les armes pour aller renverser la constitution espagnole. Le facile triomphe qu'elle obtint n'a produit pour résultat que de honteuses pro-

digalités, une occupation dispendieuse et le malheur de tout un peuple. Cette fois c'est pour l'indépendance, pour la liberté d'une nation que nous allons combattre ; la gloire du triomphe sera sans mélange.

L'armée doit, dit-on, débarquer à Napoli de Romanie. Les Arabes d'Ibrahim ne peuvent opposer une résistance sérieuse à des bataillons français ; et qu'est-ce que les talens militaires d'Ibrahim comparés à ceux d'un guerrier formé à l'école du grand capitaine, et qui mérita souvent d'être distingué parmi ses lieutenans ? Nous aurons peut-être à faire le siège de deux ou trois places qui, étant bloquées étroitement par mer, ne tiendront pas long-tems. Les obstacles les plus sérieux viendront du pays ; la plaine de Napoli de Romanie est malsaine, et le sol n'offre plus aucune ressource. En Espagne, du moins, on pouvait acheter sur les lieux les denrées nécessaires pour la subsistance de l'armée ; on pouvait se procurer du bois, des fourrages, des vivres, des fournitures d'hôpitaux ; en Morée, il n'y a rien ; tout ce que réclameront les besoins de l'armée, devra lui être apporté par mer, et on sait combien en général les transports sont dispendieux. C'est une raison pour que le ministère, averti par les trop fameux marchés de Bayonne, se garantisse contre le retour de pareilles prodigalités. Plus les dépenses seront considérables, plus il importe que l'ordre et l'économie président à ces délicates opérations. La France peut se résigner à des sacrifices pour assurer la liberté de la Grèce, mais aucune parcelle ne doit être détournée de ce but. Le ministère qui souillait tout ce qu'il touchait a disparu ; les turpitudes financières doivent avoir disparu avec lui.

Il n'est pas étonnant que cette expédition excite le dépit et l'improbation de la *Gazette de France*. Au gré de nos apostoliques, il aurait sans doute fallu recommencer pour don Miguel, s'il eût succombé, un *cordon sanitaire* et des *marchés Ouvrard* ; c'est ainsi qu'ils entendent la gloire et la prospérité de la France. Bien plus grande encore sera leur colère, si, comme nous l'avons annoncé nous-mêmes, mais d'une manière dubitative, il est vrai qu'un commandement supérieur dans notre armée expéditionnaire ait été confié au colonel Fabvier. Nous désirons vivement que cette nouvelle se confirme ; ce serait pour le gouvernement français une noble manière de s'approprier les lauriers que cet intrépide officier a cueillis en Grèce, et d'antidater en quelque sorte l'honneur de notre intervention en faveur d'un peuple qui naguère pouvait nommer dans ses gémissimens, sinon la France, du moins le pouvoir qui la gouvernait.

A la liste que nous avons publiée hier des officiers-généraux appelés à faire partie de l'expédition, nous croyons pouvoir ajouter MM. les maréchaux de camp Peccadeucet Higonet. On assure que la 1^{re} brigade, celle d'avant-garde, sera commandée par M. le général Tiburce Sébastiani. Un régiment de chasseurs sous les ordres du colonel Faudoas, en fera partie. Du reste, aucune lettre de service n'a été encore expédiée des bureaux de la guerre. Des milliers de demandes sont chaque jour adressées au ministre et au chef de l'expédition par des officiers qui briguent l'honneur d'en faire partie.

L'époque de l'embarquement est fixée au 15 août. Les vaisseaux partiront avec ce qu'il y aura de troupes rassemblées à Toulon. On n'attendra point à ce qu'il paraît les trois mille hommes qui doivent arriver de Cadix. Aussi n'évalue-t-on qu'à sept ou huit mille hommes les troupes qui s'embarqueront au milieu du mois prochain. Le reste joindra ensuite. Une réserve de six mille hommes doit être, dit-on, formée à Toulon pour aller renforcer en cas de besoin, l'armée expéditionnaire.

PAYS-BAS.

Bruxelles, 27 juillet.

On écrit de Vienne, en date du 18 :

« Nos spéculateurs de bourse ont cherché à profiter d'une nouvelle arrivée ici de Naples, d'après laquelle des désordres auraient eu lieu à Policastro, pour faire baisser les fonds qui étaient à un taux fort élevé. Il ne s'agissait de rien moins, à les entendre, que de soulèvement à Policastro, à Naples et même dans toute l'Italie ; cependant, d'après des rapports dignes de foi, tout se serait borné à l'entreprise faite par une poignée de vagabonds, de proclamer la constitution française de l'an 9 et d'arborer la cocarde tricolore. Toutefois, les autorités prirent les mesures les plus énergiques contre les perturbateurs du repos public, et deux régimens envoyés pour maintenir la tranquillité, parvinrent à disperser les rebelles, à la recherche desquels on est maintenant. »